



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/7
4 mars 2006

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quarante-huitième réunion
Montréal, 3 – 7 avril 2006

**PLANS D'ACTIVITÉS DES AGENCES BILATÉRALES
POUR LA PÉRIODE 2006-2008**

Ce document comprend :

- 1) La synthèse des plans d'activités présentés par les agences bilatérales
- 2) Les plans d'activités des agences bilatérales.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

Introduction/Contexte

1. A leur deuxième réunion, les Parties au Protocole de Montréal ont décidé que:

"La coopération bilatérale et, dans certains cas particuliers autorisés par une décision des Parties, la coopération régionale pourraient être considérées jusqu'à concurrence de 20% et selon les critères énoncés dans la décision des Parties comme une contribution au Fonds multilatéral à la condition minimale qu'une telle coopération :

- a) s'applique strictement à la conformité aux dispositions du Protocole;
- b) fournisse des ressources additionnelles; et
- c) respecte les surcoûts acceptés" (décision II/8, para.7)

2. Le mandat du Comité exécutif précise qu'une des fonctions du Comité est de :

"Déterminer chaque année si les contributions au titre de la coopération bilatérale, notamment au titre de cas régionaux particuliers, sont conformes aux critères arrêtés par les Parties pour déterminer si celles-ci constituent des contributions au Fonds multilatéral." (Para. 10 i) du mandat du Comité exécutif tel que modifié par la 9^e Réunion des Parties dans la décision IX/16, Annexe V du rapport de la 9^e Réunion des Parties)

3. Le Comité exécutif a décidé d'accorder une certaine souplesse durant l'année d'imputation des projets bilatéraux à condition que les agences bilatérales soumettent leurs plans de travail en temps voulu en début d'année pour permettre au Secrétariat de les transmettre au Comité exécutif pour examen lors des délibérations sur les plans d'activités, à la première réunion de l'année du Comité exécutif (décision 25/13 a)). Toutefois, il convient de noter qu'en fixant le montant du réapprovisionnement pour 2006-2008 (et pour les périodes triennales antérieures) les Parties ont réparti les contributions sur une base annuelle selon la décision XVII/40 para.2.

4. Le Secrétariat a envoyé des lettres de rappel aux pays qui ont des activités bilatérales et à ceux qui envisagent de telles activités pour 2006-2008, en leur demandant d'indiquer, par pays, leurs activités pour les années 2006, 2007 et 2008 et en précisant le montant de l'élimination ainsi que le coût de l'activité.

5. Les pays non visés à l'article 5 suivants ont remis des plans d'activités dont la plupart comprennent uniquement des tableaux : Australie, Canada, France, Allemagne, Japon et Suède. Ces documents constituent les Annexes I à VI du présent document.

6. D'après les plans d'activités déposés, les agences bilatérales prévoient mener des activités dans 29 pays visés à l'article 5 en 2006, à l'exclusion des projets régionaux. Il s'agit des pays suivants : Afghanistan, Algérie, Angola, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso,

République centrafricaine, Gambie, Géorgie, Inde, Iran, Kenya, Laos, Lesotho, Liberia, Malawi, île Maurice, Mozambique, Namibie, Papouasie Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie, Serbie Monténégro, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Uruguay et Zambie.

7. Le Tableau 1 présente les activités bilatérales prévues en 2006, par type d'activité. Par le passé, la plupart des activités bilatérales ne portaient pas sur des investissements. En 2006, 51 pour cent du niveau prévu des dépenses pour les agences bilatérales concernent des projets d'investissement et des plans d'élimination sectoriels.

Tableau 1

Activités bilatérales prévues, par type d'activité (\$US)

Type	2006	2007	2008
Démonstration	1 206 800	200 000	400 000
Renforcement des institutions	228 486	0	228 486
Investissements	2 824 025	1 872 569	923 129
Plan d'élimination	2 596 142	2 858 018	307 367
Préparation	401 600	101 700	0
Assistance technique	3 316 388	3 656 155	1 030 655
Formation	100,000	0	0
Total	10 673 441	8 688 442	2 889 637

8. La valeur totale des activités incluses dans les plans d'activités bilatéraux de 2006 s'élève à 10 673 441 \$US et à 22 251 520 \$US pour la période 2006-2008. Les données de la Suisse pour les tranches annuelles qui seront remises en 2006 sont incluses quoique ce pays n'ait remis aucun plan d'activités. Il convient cependant de noter que des donateurs bilatéraux traditionnels comme la Finlande, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas déposé de plans d'activités bilatéraux et la valeur totale des activités bilatérales pourrait donc augmenter.

Plans d'activités bilatéraux et le modèle de plan d'élimination triennal

9. Le Tableau 2 présente les montants d'élimination escomptés, suite aux activités bilatérales :

Tableau 2

Élimination résultant des activités bilatérales, par substance (en tonnes PAO)

Substance	2006	2007	2008
CFC	502,3	562,2	201,9
Bromure de méthyle	12,0	40,0	12,0
Plusieurs (CFC/CTC)	59,7	11,4	7,9
Total	574,0	613,6	221,8

10. Seule l'Allemagne a précisé l'élimination de SAO associée à ses activités. L'élimination réalisée par le projet suédois est incluse dans les plans d'activités des agences d'exécution puisque l'agence bilatérale suédoise collabore avec l'ONUDI.

OBSERVATIONS SUR LES PLANS D'ACTIVITÉS BILATÉRAUX

11. Le Secrétariat du Fonds a examiné les plans d'activités de chaque donateur bilatéral et émis des observations sur plusieurs activités proposées. Cette section résume certaines informations contenues dans les plans d'activités bilatéraux, par pays donateur.

Australie

12. Le plan d'activités de l'Australie pour 2006 (Annexe I) comprend une activité évaluée à 103 500 \$US pour un réseau régional regroupant 14 pays visés à l'article 5 dans le Pacifique. 20 pour cent des contributions annoncées par l'Australie pour 2006 représentent 532 029 \$US.

13. Le tableau 3 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de l'Australie pour la période 2006-2008.

Tableau 3

RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)

	2006	2007	2008
Autre activité nouvelle	103 500	138 000	34 500
Total	103 500	138 000	34 500

14. L'"Autre activité nouvelle" incluse dans le plan d'activités de l'Australie consiste à soutenir un réseau dans la région du Pacifique. Actuellement, les pays insulaires du Pacifique (PIP) qui ont participé à la stratégie des PIP mise en œuvre par le PNUE et l'Australie ne participent pas au programme de réseau régional de l'Asie du Sud-est, organisé par la Suède à l'extérieur du Fonds multilatéral (sauf Fidji). Ils ne participent pas non plus au réseau de l'Asie du Sud, appuyé par le Fonds dans le cadre du Programme d'aide à la conformité (PAC).

15. Le Gouvernement de l'Australie a indiqué que la situation particulière des PIP pose des défis qui dépassent ceux des autres pays visés à l'article 5 à cause de l'isolement, l'éloignement, la vulnérabilité, la petite taille de leurs populations et de leurs économies. Neuf de ces pays ont encore besoin d'assistance pour les systèmes de permis, la législation et les règlements. Deux pays, les États fédérés de Micronésie et Fidji, ont été trouvés en situation de non-conformité aux mesures de réglementation des CFC et du bromure de méthyle, respectivement. La transmission de données est sporadique, surtout celles relatives à la mise en œuvre des programmes de pays, communiquées continuellement par quelques PIP seulement.

16. Le réseau régional proposé pour le Pacifique offrira un forum interactif régulier pour les Unités nationales de l'ozone (UNO) pour échanger des expériences, perfectionner des aptitudes et partager des savoirs et des idées avec leurs homologues des pays développés et en développement. Des réunions de réseaux sont prévues sur une base annuelle et le PNUE a été

proposé comme agence principale bien qu'il n'ait inclus aucun financement pour cette activité dans son plan d'activités pour 2006-2008.

Observations

17. Tel qu'indiqué au tableau 3, l'activité proposée est considérée comme une "Autre activité nouvelle" non requise pour la conformité et qui n'est pas identifiée dans le modèle triennal d'élimination des SAO. Cette activité n'est pas requise pour la conformité (en dépit du fait que certains PIP soient en situation de non-conformité) parce que le Comité exécutif a accepté de financer uniquement la stratégie existante pour les PIP, "étant entendu que le financement fourni représenterait la totalité du financement du Fonds pour maintenir l'élimination complète des CFC à partir de 2005. En outre, les gouvernements disposeront de flexibilité dans l'utilisation des fonds approuvés." Donc, selon l'approbation initiale, le Fonds multilatéral a déjà fourni la totalité du financement admissible. En outre, que l'activité proposée soit approuvée ou non, le PAC du PNUE aura encore la responsabilité de fournir une assistance aux PIP en situation de non-conformité – les pays n'ont pas besoin de faire partie d'un réseau pour recevoir l'assistance du PAC du PNUE.

18. Le Secrétariat du Fonds a constaté que les réseaux sont généralement des activités du PAC et que la proposition aurait dû être faite dans le cadre du plan d'activités du PNUE pour 2006-2008, sur le budget 2006 du PAC. Il a souligné aussi que le PNUE avait préparé la demande pour l'Australie. L'Australie a indiqué que tous les autres pays visés à l'article 5 ont accès à un réseau, sauf les PIP. Le Comité exécutif pourrait examiner si cette activité est admissible et si elle peut être incluse dans le plan d'activités à la lumière de l'approbation précédente de la stratégie des PIP et du fait que les PIP n'ont pas accès à des réseaux régionaux tandis que d'autres pays qui ne sont plus admissibles à du financement y ont accès.

Canada

19. Le plan d'activités du Canada pour 2006 (Annexe II) comprend six activités, évaluées à 450 000 \$US. Ces activités incluent 2 préparations de projets et 4 projets de plans d'élimination. 20 pour cent des contributions annoncées par le Canada pour 2006 représentent 940 073 \$US.

20. Le tableau 4 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités du Canada pour la période 2006-2008.

Table 4

RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)

	2006	2007	2008
Activités nouvelles requises dans le modèle triennal d'élimination des SAO	410 000	500 000	105 000
Activités de préparation de projets requises dans le modèle triennal d'élimination	40 000		
Total	450 000	500 000	105 000

Observations

21. Le Canada a inclus la préparation et/ou des activités de plans de gestion de l'élimination finale des SAO (PGEF) dans son plan d'activités de 2006 pour le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, Sainte-Lucie et l'Uruguay. Toutes ces activités sont requises par le modèle triennal d'élimination des SAO. En plus des activités des PGEF en 2007 et 2008, le Canada a inclus une mise à jour sur le stockage des halons dans la région des Caraïbes en 2007.

France

22. Le plan d'activités de la France pour 2006 (Annexe III) comprend 7 activités, évaluées à 1 828 000 \$US. Ces activités incluent 2 préparations de projet, un projet de démonstration et 4 projets de plans d'élimination nationaux. 20 pour cent des contributions annoncées par la France pour 2006 représentent 2 015 159 \$US.

23. Le tableau 5 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de la France pour la période 2006-2008.

Tableau 5**RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)**

	2006	2007	2008
Activités nouvelles requises dans le modèle triennal d'élimination des SAO	395 500	226 000	
Activités de préparation de projets requises dans le modèle triennal d'élimination	67 800		
Tranches annuelles d'accords pluriannuels approuvés	957 900	585 000	202 367
Sous-total	1 421 200	811 000	202 367
Refroidisseurs	406 800		
Total	1 828 000	811 000	202 367

24. La France prévoit préparer des PGEF en République centrafricaine et au Laos. Une partie des fonds pour les PGEF de ces pays sera décaissée en 2007. La France a déposé aussi une requête de 406 800 \$US pour des projets de refroidisseurs.

25. La France a inclus un total de 1,7 millions \$US pour des tranches annuelles d'accords pluriannuels approuvés pendant la période 2006-2008, excluant 380 000 \$US promis pour la participation de la France au PGEF approuvé de Cuba. Le transfert au PNUD des activités correspondant à ces fonds est discuté dans le cadre du Rapport sur la mise en œuvre des projets approuvés comportant des exigences particulières pour la remise des rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/18).

Observations

26. Conformément à la décision 46/33, "les ressources non dépensées après l'approbation des projets [de refroidisseurs] présentés à la 47^e réunion du Comité exécutif devraient demeurer des obligations non engagées du plan d'activités de 2005." Il reste un total de 2,26 millions \$US plus les frais d'appui dans l'allocation pour les refroidisseurs. Ces coûts doivent donc être portés en déduction des contributions bilatérales de la France pour la période 2003-2005 et tout montant additionnel sera appliqué aux contributions de la France pour 2006-2008.

Allemagne

27. Le plan d'activités de l'Allemagne pour 2006 (Annexe IV) comprend 27 activités, évaluées à 6 591 709 \$US. 20 pour cent des contributions annoncées par l'Allemagne pour 2006 représentent 2 894 744 \$US.

28. Le tableau 6 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de l'Allemagne pour la période 2006-2008.

Tableau 6

RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)

	2006	2007	2008
Activités nouvelles requises dans le modèle triennal d'élimination des SAO	945 000	3 143 155	996 155
Préparation de projets requise dans le modèle triennal d'élimination des SAO	293 800	101 700	
Autres activités nouvelles		500 000	
Tranches annuelles d'accords pluriannuels approuvés	4 924 423	1 872 569	923 129
Renforcement des institutions	228 486		228 486
Sous-total	6 391 709	5 617 424	2 147 770
Refroidisseurs	200,000		
Total	6 591 709	5 617 424	2 147 770

29. L'Allemagne avait inclus 6 591 709 \$US dans son plan d'activités de 2006, 5 617 424 \$US dans celui de 2007 et 2 147 770 \$US dans celui de 2008, soit une valeur totale de 14 356 903 \$US pour les plans d'activités de la période 2006-2008. 20 pour cent des contributions annoncées par l'Allemagne pour la période triennale représentent 8 684 232 \$US.

30. L'Allemagne a inclus un total de 7,7 millions \$US pour des tranches annuelles d'accords pluriannuels approuvés durant la période 2006-2008, excluant 283 000 \$US engagés pour la participation de l'Allemagne au PGEF approuvé de Cuba. Le transfert des activités à Cuba, de l'Allemagne au PNUD, est discuté dans le cadre du Rapport sur la mise en œuvre des projets approuvés comportant des exigences particulières pour la remise des rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/18).

31. Le plan d'activités de l'Allemagne comprend 4,48 millions \$US d'activités dans 12 pays d'Afrique pour la préparation de PGEF et des projets pendant la période triennale. Il inclut aussi 1 million \$US pour un plan d'élimination en Algérie, exigé par le modèle triennal d'élimination. C'est donc un total de 5,48 millions \$US qui est inclus dans le plan d'activités de l'Allemagne pour des activités nouvelles pendant la période 2006-2008 et qui est requis pour la conformité, plus un montant additionnel de 531 000 \$US (requis aussi pour la conformité) pour les 12 pays africains et qui sera financé durant la période 2009-2011.

32. L'Allemagne a inclus aussi 456 972 \$US pour le renforcement des institutions pendant la période 2006-2008 et 200 000 \$US pour la participation au programme de refroidisseurs, approuvé à la 46^e réunion.

33. Le plan d'activités de l'Allemagne pour la période 2006-2008 inclut aussi 500 000 \$US pour une activité de destruction en 2007, classée sous "Autre activité nouvelle" qui n'est pas requise pour la conformité et qui n'est pas incluse dans le modèle d'élimination triennal.

Observations

34. Tel que mentionné dans le document de planification financière (UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/5, para. 28), l'Allemagne a déjà pris des engagements de 8,9 millions \$US pour des tranches annuelles qui incluent des tranches reportées de la période triennale précédente à la présente. Par conséquent, ces engagements de 8,9 millions \$US dépassent l'allocation maximale de 8,7 millions \$US pour la période 2006-2008. Cependant, si les 283 000 \$US des engagements pour Cuba sont transférés au PNUD, les engagements de l'Allemagne dans des tranches annuelles sont ramenés à 8,6 millions \$US, une somme qui peut être atteinte pendant la période triennale, laissant un maximum de fonds pour des activités nouvelles s'élevant à 35 469 \$US.

35. On a constaté aussi que la base de données du plan d'activités de l'Allemagne incluait 7,7 millions \$US pour des tranches annuelles d'accords pluriannuels au lieu de 8,9 millions \$US pour les années 2006 à 2008, car il semble que l'Allemagne ait déplacé 930 000 \$US dans ses engagements de 2008 pour l'Inde vers 2009. Cette modification de l'accord n'a pas été soumise au Comité exécutif pour approbation et le Secrétariat du Fonds n'a pas reçu de lettre indiquant que l'Inde acceptait ce changement.

36. Conformément à la décision 46/33, "les ressources non dépensées après l'approbation des projets présentés à la 47^e réunion du Comité exécutif devraient demeurer des obligations non engagées du plan d'activités de 2005". Il reste, de la période triennale précédente, un total de 2,26 millions \$US, plus les frais d'appui, dans l'allocation pour les refroidisseurs. Bien que l'Allemagne ait pleinement utilisé son allocation bilatérale de 2003-2005, elle rembourse un montant de 192 547 \$US sur des fonds approuvés pendant la période triennale précédente qui pourrait être utilisé pour la participation de l'Allemagne au programme de refroidisseurs.

37. Le montant déjà engagé en 2006 pour des accords pluriannuels approuvés (4 924 000 \$US) dépasse déjà les 20 pour cent de l'allocation aux activités bilatérales de l'Allemagne en 2006 (2 894 744 \$US). De même, les engagements de l'Allemagne pour 2006 et

2007 dépassent son allocation de 20 pour cent pour les activités bilatérales des deux années réunies. La coopération bilatérale représente un pourcentage des contributions. Donc, le Comité exécutif pourrait envisager la possibilité d'approuver le financement d'un pourcentage des contributions annoncées avant la réception des espèces et des billets à ordre qui pourrait être encaissé afin d'être utilisé pour répondre aux besoins de liquidités du Fonds multilatéral. Sinon, la question devrait être réglée par la Réunion des Parties avant l'approbation de fonds au-delà du 20 pour cent pour une année quelconque puisque la décision concernant l'allocation de 20 pour cent pour la coopération bilatérale (décision II/8) a été prise par les Parties.

38. L'Allemagne a indiqué qu'elle a l'intention de rester à l'intérieur de son allocation de 20 pour cent pendant la période triennale et qu'elle prévoit résoudre la question durant l'année en cours à la lumière de l'exigence du Gouvernement allemand d'utiliser pleinement ses quotas bilatéraux. L'Allemagne disconvient qu'elle doive payer ses contributions en espèces avant la prise en compte de toute autre contribution en nature. Elle a indiqué que le montant total devait être supérieur à sa contribution bilatérale sinon l'Allemagne ne pourrait pas respecter la directive de son Parlement de pleinement utiliser ses contributions bilatérales. L'Allemagne a suggéré que le Comité exécutif accepte sa contribution annoncée pour régler le problème et suive la mise en œuvre de la contribution annoncée.

39. L'Allemagne a ajouté que les fonds approuvés sont généralement nettement inférieurs aux montants inclus dans les plans d'activités; que les projets ne se matérialiseraient peut-être pas comme prévu; que les projets ou les tranches peuvent s'échanger entre les agences; que certains pays ne seront peut-être pas en mesure de remplir les conditions fixées pour les approbations de projet; et que la conformité est une priorité. Elle a indiqué qu'elle avait entamé des négociations avec d'autres agences bilatérales et des agences d'exécution multilatérales pour faire des ajustements afin de réduire les dépassements d'engagements dans son plan d'activités.

40. Le Secrétariat du Fonds constate que les autres activités incluses dans le plan d'activités de l'Allemagne qui sont requises pour la conformité reposent sur des niveaux de financement pré-déterminés pour les PGEF (excluant l'Algérie) qui ne seront probablement pas réduits. De même, les projets et les tranches d'accords pluriannuels ne peuvent être transférés à d'autres agences sans l'accord de l'agence en question, du pays concerné et du Comité exécutif. Enfin, le financement que l'Allemagne a inclus dans son plan d'activités et qui est requis pour la conformité des 13 pays africains n'est pas disponible pour des engagements de l'Allemagne étant donné ses engagements actuels pour des accords pluriannuels, à l'exception de 35 469 \$US.

Japon

41. Le plan d'activités du Japon pour 2006 (Annexe V) comprend 3 activités, évaluées à 900 000 \$US. Ces activités incluent 2 projets de démonstration et un projet de formation. 20 pour cent des contributions annoncées par le Japon pour 2006 représentent 5 872 533 \$US.

42. Le tableau 7 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités du Japon pour la période 2006-2008.

Tableau 7**RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)**

	2006	2007	2008
Tranches annuelles d'accords pluriannuels approuvés		62 150	
Autre activité nouvelle	200 000	200 000	400 000
Sous-total	200 000	262 150	400 000
Refroidisseurs	700 000		
Total	900 000	262 150	400 000

43. En plus de 62 150 \$US pour la tranche annuelle du PGEF de la Mongolie en 2007, le Japon a mentionné des activités s'élevant à 1,56 millions pour la période 2006-2008. De ce montant, 100 000 \$US vont à un programme de formation complémentaire en 2006 et 700 000 \$US ont été inclus pour un projet de démonstration sur l'élimination des SAO en Asie, totalisant 100 000 \$US en 2006, 200 000 \$US en 2007 et 400 000 \$US en 2008. Le Japon a aussi présenté une requête de 700 000 \$US pour des projets de refroidisseurs.

Observations

44. Tel que mentionné pour la France et l'Allemagne, conformément à la décision 46/33, il reste des fonds totalisant 2,26 millions \$US, plus les coûts d'appui, dans l'allocation pour les refroidisseurs dans le cadre du plan d'activités de 2005. Ces coûts doivent donc être portés en déduction des contributions bilatérales du Japon pour la période 2003-2005 et tout montant additionnel sera appliqué aux contributions du Japon pour 2006-2008.

45. Le Japon a aussi inclus dans son plan d'activités un projet de renforcement de la capacité en Chine sans indiquer la valeur de cette activité. Il a indiqué que le projet était encore à l'étape du développement et qu'il était donc difficile de donner un coût indicatif. Toutefois, un montant de 4,7 millions \$US était envisagé pour le moment comme coût total de l'activité.

46. En ce qui concerne l'activité de destruction des SAO, il convient de noter que lors de la réunion de coordination en janvier 2006, les agences d'exécution et le Secrétariat ont convenu que cette activité devrait être reportée de plusieurs années puisqu'elle n'était pas requise pour la conformité et toutes les ressources anticipées en 2006 sont requises pour des activités de conformité. Il convient de rappeler que le Comité exécutif examine la nécessité d'un mandat pour une étude sur les activités de destruction qui devrait probablement être achevée avant le financement de tout autre projet. Une telle étude ne sera pas terminée en 2006.

Suède

47. Le plan d'activités de la Suède pour 2006 (Annexe VI) comprend 3 activités d'assistance technique, évaluées à 385 364 \$US. 20 pour cent des contributions annoncées par la Suède pour 2006 représentent 333 520 \$US.

48. Le tableau 8 présente un sommaire de la répartition des ressources dans le plan d'activités de la Suède pour la période 2006-2008.

Tableau 8

RÉPARTITION DES RESSOURCES (\$US)

	2006	2007	2008
Activités nouvelles requises dans le modèle triennal d'élimination des SAO	60 000	50 000	
Tranches annuelles d'accords pluriannuels approuvés	65 364		
Autre activité nouvelle	260 000	330 000	
Total	385 364	380 000	0

49. En plus du montant de 65 364 \$US requis pour une tranche annuelle d'un accord pluriannuel en 2006, la Suède a inclus 60 000 \$US en 2006 et 50 000 \$US en 2007 pour un PGEF en Géorgie requis pour la conformité et inclus dans le modèle d'élimination triennal. La Suède a aussi inclus des fonds pour des activités classées sous "Autre activités nouvelles" qui ne sont pas requises pour la conformité en 2006 et 2007. Ces activités incluent un réseau d'exécution régional pour lutter contre le commerce illicite dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, au montant de 260 000 \$US en 2006, un autre réseau dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, au montant de 260 000 \$US en 2007, et un autre réseau dans la région de l'Europe et de l'Asie centrale pour 70 000 \$US en 2008.

Observations

50. La Suède a inclus une activité reliée à la lutte contre le commerce illicite dans son plan d'activités de 2006. Pour être cohérente avec les autres agences, cette activité devrait être reportée en 2007 puisqu'elle n'est pas requise pour la conformité et les ressources de 2006 doivent servir uniquement à des activités de conformité.

51. La Suède a indiqué que l'objectif des activités du réseau d'exécution était, *entre autres*, de permettre aux pays participant d'améliorer la surveillance et le contrôle du commerce (illicite) de SAO en faisant la promotion d'une plus grande coopération nationale et régionale pour le contrôle des mouvements transfrontaliers de ces produits chimiques et d'améliorer les systèmes de réglementation et d'exécution dans la région. Une telle coopération met du temps à se développer, par conséquent, il importe de commencer dès que possible pour atteindre ces objectifs avant 2010.

52. La Suède a déclaré qu'elle a le droit de planifier 20 pour cent de sa contribution pour les activités bilatérales pendant la période 2006-2008 et qu'elle considère les mesures destinées à la lutte contre le commerce illicite d'une grande importance pour assurer une élimination effective des SAO. La Suède a ajouté que les soldes restants en 2008 seront calculés et mis à disposition pour d'autres activités.

Suisse

53. La Suisse présente une seule activité d'une valeur de 414 868 \$US à financer par la coopération bilatérale en 2006. Cette activité représente la contribution de la Suisse à la tranche annuelle de 2006 dans le financement d'un projet d'élimination du secteur de l'entretien en Inde. 20 pour cent des contributions annoncées par la Suisse pour 2005 représentent 400 024 \$US.

RECOMMANDATIONS

54. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Prendre note, avec gratitude, des plans d'activités pour 2006-2008 sur la coopération bilatérale remis par : l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon et la Suède, tels que présentés dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/7;
- b) l'admissibilité d'une activité de réseau pour les PIP, incluse dans le plan d'activités de l'Australie, à la lumière de l'approbation antérieure et du fait que les PIP n'ont pas accès à des réseaux régionaux tandis que d'autres pays qui ne sont plus admissibles au financement y ont accès;
- c) le plan d'activités de l'Allemagne à la lumière des ressources disponibles pour la coopération bilatérale et du fait que la totalité, sauf 35 469 \$US, est requise pour des tranches annuelles d'accords pluriannuels dues pendant la période triennale;
- d) compte tenu des exigences de conformité associées aux PGEF identifiés dans le plan d'activités, demander au Secrétariat du Fonds d'explorer avec l'Allemagne et les autres agences la manière la plus efficace dont les activités requises pour la conformité dans les 13 pays africains pourraient être accélérées, en restant dans l'allocation de fonds disponibles et, pour les agences concernées, de soumettre des requêtes pour le financement de la préparation de projets exigés pour développer ces activités à la 49^e réunion du Comité exécutif, le cas échéant;
- e) la question du maintien des activités de destruction dans le plan d'activités du Japon pour 2006, à la lumière de la nécessité de s'occuper d'autres activités requises pour la conformité en 2006, et
- f) la question du maintien d'une activité de réseau contre le commerce illicite dans le plan d'activités de la Suède, à la lumière de la nécessité de s'occuper d'autres activités requises pour la conformité en 2006.

Annex I

2006-2008 BUSINESS PLAN FOR AUSTRALIA

Draft Australian business plan for 2006-2008

Country	Title and nature of project	Chemical	Sector and sub-sector	2006 Estimated project value (US\$)	2007 Estimated project value	2008 Estimated project value	ODS phase-out (tonnes)	approved multi-year	i/m
Pacific (Cook Islands, Fiji, Kiribati, Republic of Marshall Islands, Federated States of Micronesia, Nauru, Niue, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, and Vanuatu)	<u>Regional Network for 14 Article 5 Countries in the Pacific</u> To strengthen the capacity of National Ozone Units in the region for sustained compliance with the Montreal Protocol with UNEP/SPREP as the lead agency	CFC, MB and others	All	\$103,500	\$138,000	\$34,500	N/A (LVC)	Yes	M

Annex II

2006-2008 BUSINESS PLAN FOR CANADA

CANADA'S 2006-2008 BUSINESS PLAN UNDER THE MULTILATERAL FUND

1. INTRODUCTION

During the 2006-2008 triennium, Canada will be focusing on the implementation of approved bilateral projects in Benin, Bolivia, Chile, Colombia, Cuba, India, Jamaica, Mexico, the Caribbean Region and St. Lucia. It will also explore opportunities for Terminal Phase-out Management Plans (TPMPs) and Methyl Bromide (MeBr) technical assistance projects in several countries including Benin, Bolivia, Burkina Faso, Caribbean Region, St. Lucia and Uruguay.

2. PROJECTS TO BE SUBMITTED DURING 2006-2008

Benin TPMP:

Canada is currently working with UNEP on the implementation of Benin's RMP. The only remaining activity under this project is the training of environmental inspectors and an assessment of the results of the project. It is expected that all outstanding activities will be completed by the end of the first semester of 2006. As a result, it has been planned that Benin would request Canada and UNEP to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan, based on Decision 45/54. It is anticipated that project preparation would begin at the end of 2006, with submission to the first meeting of the ExCom in 2007. Canada and UNEP plan on implementing the project jointly. Funding under this project is estimated at \$345,000 and approximately one third of the total value of the project would be contributed through Canada's Bilateral Program.

Planned contribution from Canada in 2006-2008: US\$10,000 for PRP + US \$115,000 (excluding support costs) (see attached table for details)

ODP to be phased out in 2006-2008: to be determined

Planned date of submission: PRP: 49th Meeting of ExCom

Project: 51st Meeting of ExCom

Bolivia TPMP:

Canada is currently working with Bolivia on the implementation of its RMP. ODS legislation and regulations were developed and approved in March 2004. An ODS monitoring software and information network was developed and installed in June 2004. Training of refrigeration technicians was completed in June 2005. 118 customs officers have been trained in ODS import controls and ODS identification kits were distributed in Feb. 2005. Public awareness activities commenced in 2004 and will be completed by February 2006. Phase 1 of R&R equipment delivered in March 2005 and R&R technician training was completed in Dec. 2005. Phase 2 of R&R component to be completed by March 2006. As such, all RMP project activities are scheduled to be completed by the end of the first semester of 2006.

Based on Decision 45/54 Bolivia requested Canada to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan at ExCom 47. Project preparation work is at its initial phase. EC is planning to submit the project proposal to the last meeting of the ExCom in 2006. Part of the TPMP will be implemented by UNDP.

Planned contribution from Canada in 2006-2008: US \$320,000 (excluding support costs) (see attached table for details)

ODP to be phased out in 2006-2008: to be determined

Planned date of submission: 50th Meeting of ExCom

Burkina Faso TPMP:

Canada and UNEP jointly implemented Burkina Faso's RMP from 1999 through 2003, including the successful training of 138 refrigeration technicians, 20 local customs trainers, and an additional of 120 customs officers. Based on Decision 45/54 Burkina Faso requested Canada and UNEP to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan at ExCom 47. Project preparation work is presently at its initial phase. EC is planning on submitting the final project proposal for last meeting of the ExCom in 2006. Canada and UNEP will implement the project jointly. Half of the total value of the project, estimated at \$300,000, would be contributed through Canada's Bilateral Program.

Planned contribution from Canada in 2006-2008: US \$115,000 (excluding support costs) (see attached table for details)

ODP to be phased out in 2006-2008: to be determined

Planned date of submission: 49th Meeting of ExCom

Regional Caribbean: Halon Management Plan Update

Since 2000, Canada has been collaborating with UNEP in the implementation of a Regional Halon Management Plan for the English-Speaking Caribbean, with the participation of six countries. Significant progress has been made to date under the project, including the implementation of three technical workshops with stakeholders, the development of halon plans and inventories in five of the six countries, the implementation of halon legislation in four of the countries, the provision of halon recovery equipment to two countries and the establishment of a halon information clearing house for the region at the University of West Indies (Trinidad and Tobago). The budget of this project has been practically exhausted, but some work is remaining to sustain the activities of the clearing house and provide adequate halon recovery and recycling equipment to the countries which require it. Hence, in accordance with Decision 44/8, which allows submission of Halon Banking Updates for countries which received less than US \$50,000 for their halon banking projects, a proposal will be submitted for the consideration of the ExCom.

Total estimated cost of project (all from Canada): US \$60,000 (excluding support costs)

Total ODP to be phased out: n/a

Planned date of submission: 51st Meeting of ExCom

St. Lucia TPMP:

Canada is currently working with St. Lucia in the implementation of its RMP Update. Refrigeration technician training began in May 2005 and is to be completed by April 2006. Two shipments of recovery & recycling equipment were supplied in March 2005 and distributed to servicing workshops. All RMP Update project activities are scheduled to be completed by the end of the first semester of 2006. Based on Decision 45/54 St. Lucia has requested Canada to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan at ExCom 48.

Planned contribution from Canada in 2006-2008: \$30,000 for PRP + US \$205,000 (excluding support costs) (see attached table for details)

ODP to be phased out in 2006-2008: Estimated to be 0.79 tonnes

Planned date of submission: PRP: 48th Meeting of ExCom

Project: 50th Meeting of ExCom

Uruguay: TPMP

Canada implemented Uruguay's RMP from 1999 through to 2004, including: the successful training of refrigeration technicians, customs trainers, customs officers and policy assistance. Based on Decision 45/54, Uruguay has requested UNDP to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan at ExCom 47. Uruguay and UNDP have asked Canada to participate, as a co-implementing agency. Project preparation work is presently in the beginning stages. Submission of the project is anticipated for the last meeting of the ExCom in 2006. As Canada would implement the project jointly with UNDP, only a part of the total value of the project would be contributed through Canada's Bilateral Program.

Planned contribution from Canada in 2006-2008: US \$200,000 (excluding support costs) (see attached table for details)

ODP to be phased out in 2006-2008: N/A

Planned date of submission: 51st Meeting of ExCom

3. PLANNED ACTIONS IN 2006 TO IMPLEMENT APPROVED PROJECTSBenin: RMP

As described above

Bolivia: RMP

As described above

Chile: RMP

Canada is implementing two components of Chile's RMP: (1) Training Program for technicians and the establishment of refrigeration standards and (2) Recovery and Recycling Program. UNEP is the implementing agency for the other components of the RMP. The Technicians Training component will be completed by June 2006. Currently, over 1,600 technicians have been trained and 7 local training institutions have been equipped with modern refrigeration servicing equipment, with Refrigeration Good Practices incorporated into their curricula. Retrofitting demonstration activities are to be implemented by June 2006.

Regarding the R&R component, ODS control legislation was recently approved in Jan. 2006. Therefore, R&R activities will commence before the end of the first semester of 2006 and should be completed by mid-2007.

Colombia: Training of Customs Officers

Over 200 customs officers have received training. An evaluation of the project is now underway and expected to be finalized by the beginning of 2006.

Cuba: Chiller Demonstration Project

This project was approved at ExCom 47 and is co-implemented with UNDP. The project aims to facilitate integrated management of the centrifugal chiller sub-sector in Cuba through application of environmentally sound and energy-efficient alternative technologies for sustainable replacement/ retrofitting of CFC-based centrifugal chillers. In 2006, external counterpart funding for the project will be secured and it is estimated that project activities will initiate during the second semester of 2006.

Cuba: Terminal Phase-Out Management Plan (TPMP) for CFCs

This TPMP was approved at the 43rd ExCom meeting to eliminate Cuba's remaining unfunded CFC consumption, all in the refrigeration and air conditioning sector, between 2004 and 2009. It is implemented in cooperation with UNDP, France and Germany (lead agency) and will assist Cuba in complying with the 2005, 2007 and 2010 CFC phase-out targets. The Canadian component of the TPMP was initiated at the end of 2004 with the implementation of the first phase of public awareness activities and the first phase of the procurement of tools and recovery and recycling machines (R&R). Second phase activities commenced in Dec. 2005 and include R&R training workshops, distribution of tools and equipment, as well as further public awareness activities.

However, activities related to Germany's and France's contributions to the TPMP have not yet commenced due to funding problems. As a result, activities funded by Canada's contribution have not been able to proceed as quickly as originally planned.

India: National Halon Bank Management Plan

This project is being implemented in collaboration with Australia. The Canadian component of the project, installation and operation of a halon recycling/reclamation facility, was completed in 2003. The facility became operational and was officially inaugurated in August 2004, with representation by the High Commissioners of Australia and Canada. A Canadian evaluation mission to India in October 2005 determined that little progress had since been made on the remaining technical assistance activities to be completed with Australia's contribution. As a result, the halon facility has not been used to its potential. Canada and Australia will continue to monitor progress in 2006.

Jamaica: CFC Terminal Phase-Out Management Plan

Phase I of the TPMP, implemented in cooperation with UNDP, has been completed. A review of this phase was undertaken and presented to the ExCom. Phase II of the Canadian component began in late 2004 and should be completed by March 2006. This includes the completion of additional customs officer training, procurement of R&R equipment and training, refresher courses of good refrigeration practices

Jamaica: Technical Assistance to Phase Out Methyl Bromide

This project was approved at ExCom 47 and is aimed at phasing-out Jamaica's remaining non-QPS methyl bromide (MB) consumption of 1.5 ODP T, mostly concentrated in the storage sector. An agreement is currently being negotiated with Jamaica and it is anticipated that project activities will begin in April 2006, including training on integrated pest management techniques, as well as identification and promotion of alternatives to MB in the storage sector.

Mexico: Technical Assistance to Phase-out Methyl Bromide

Canada is responsible for implementing the component of this project focused on phasing out MB in the storage sector. Initiation of activities had been delayed until the completion of a demonstration project implemented by UNDP, but an agreement has now been signed and the project began implementation in January 2006. Planned activities for 2006 include information workshops on MB alternatives with MB consumers, selection of candidate MB users for technical assistance, and the development of individual technical assistance plans.

Regional: Halon Management Plan for English-Speaking Caribbean Region

As described above.

St. Lucia: RMP Update

Implementation of this RMP Update was initiated in 2004 with training activities and the purchase of recovery and recycling equipment. R&R equipment has been distributed to technicians, public awareness activities were implemented and additional technician training was

organized. Retrofit demonstration activities will be implemented during the first semester of 2006 and the project is planned to be completed by the end of 2006.

Annex III

2006-2008 BUSINESS PLAN FOR FRANCE

France - 2006-2008 Business Plan

Country	Project title	2006			2007			2008			Comments
		Project Cost (US\$)	Support Costs (US\$)	Total	Project Cost (US\$)	Support Costs (US\$)	Total	Project Cost (US\$)	Support Costs (US\$)	Total	
INDIA	National CTC Phase out Plan, 2nd tranche	\$500,000.00	\$85,000.00	\$585,000.00	\$500,000.00	\$85,000.00	\$585,000.00			\$0.00	In cooperation with GTZ
KENYA	Terminal Phase out plan	\$330,000.00	\$42,900.00	\$372,900.00			\$0.00	\$179,086.00	\$23,281.00	\$202,367.00	In cooperation with GTZ
CAF	Assistance in the Preparation of a Terminal Phase out Management Plan	\$30,000.00	\$3,900.00	\$33,900.00			\$0.00			\$0.00	Extra attention will be given to activities needed to solve bottlenecks.
CAF	Implementation of a TPMP	\$150,000.00	\$19,500.00	\$169,500.00	\$55,000.00	\$7,150.00	\$62,150.00			\$0.00	The Plan will be carried out in two phases in order to better identify and monitor stakeholder involvement.
LAOS	Assistance in the Preparation of a TPMP	30000	\$3,900.00	\$33,900.00			\$0.00			\$0.00	
LAOS	Implementation of a TPMP	\$200,000.00	\$26,000.00	\$226,000.00	\$145,000.00	\$18,850.00	\$163,850.00			\$0.00	The Plan will be carried out in two or three phases in order to better identify and monitor stakeholders involvement.
Africa	Chiller demonstration	\$360,000.00	\$46,800.00	\$406,800.00			\$0.00			\$0.00	In cooperation with UNIDO
TOTAL		\$1,600,000.00	\$228,000.00	\$1,828,000.00	\$700,000.00	\$111,000.00	\$811,000.00	\$179,086.00	\$23,281.00	\$202,367.00	

Annex IV

2006-2008 BUSINESS PLAN FOR GERMANY

Chemical/ Substance	MLF Chemical	Sector and Sub-Sector	Value (\$000) in 2006	ODP in 2006	Value (\$000) in 2007	ODP in 2007	Value (\$000) in 2008	ODP in 2008	Value (\$000) after 2008	ODP after 2008	Approved Multi- Year (Yes/ Blank)	I-Indiv M-MY	
CFC/ CTC	CFC/CTC	Refrigeration - service sector training of technicians	726	59.7	0	11.4	0	7.9	0	21.4	YES	M	
CFC	CFC	Chillers	200	16.5								I	
CFC	CFC	ODS Waste Management			500	41.3						I	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan	200	16.5	400	33.1	400	33.1			YES	M	
CFC	CFC	Institutional Strengthening	161	13.3			161	13.3				I	IS
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			200	16.5	200		188		YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP			34	2.8						I	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			232	19.1					YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP			34	2.8						I	
CFC	CFC	Refrigeration - Project for service sector - training of technicians approved at the 37th ExCom	1,683	139.1							YES	M	
CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase out Management Plan									YES	M	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			390	32.2					YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP			34	2.8						I	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			60	3.3	60	3.3	47	3.3	YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I	
CTC	CTC	CTC Phase Out Plan - Textiles sector	357.5		357.5						YES	M	
CFC	CFC	Refrigeration Service sector Phase out plan	493	59.1	493	59.1	113	13.5	930	111.4	YES	M	
CFC	CFC	Foam Sector Phase out strategy	1,118	110.1	1,022	102.0	810	100.9	797	75.9	YES	M	
MB	MBR	Fumigant - MeBr phase-out in vegetables and horticultural crops (except cut flowers)	130	12.0				12.0		5.0	YES	M	
CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase Out	20	0.4							YES	M	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			66	5.4	66	5.4	62	5.1	YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan	120	9.9	90	7.4	90	7.4	90	7.4	YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I	
CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase out	45	1.0							YES	M	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			333	27.5					YES	M	
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I	
CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase out	105	3.0		2.0		0.0			YES	M	
CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase out	249	9.0		3.5		4.5			YES	M	
CFC	CFC	Institutional Strengthening	68	0.0			68	5.6				I	IS
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	23	1.9							YES	M	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan	60	5.0	60	5.0	60	5.0	52	4.3	YES	M	
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan	333	27.5							YES	M	

Annex IV

Chemical/ Substance	MLF Chemical	Sector and Sub-Sector	Value (\$000) in 2006	ODP in 2006	Value (\$000) in 2007	ODP in 2007	Value (\$000) in 2008	ODP in 2008	Value (\$000) after 2008	ODP after 2008	Approved Multi- Year (Yes/ Blank)	I-Indiv M-MY
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			627	51.8					YES	M
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan	232	19.1							YES	M
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I
CFC	CFC	Terminal CFC Phase Out Management Plan			120	9.9	120	9.9	93	7.7	YES	M
CFC	CFC	Project Preparation TPMP	34	2.8								I
CFC	CFC	Refrigeration - Terminal Phase out project			565	85.0					YES	M
		Total	6,592		5,617		2,148		2,258			
		Total Triennium					14,357		2,258			
		Analysis (27 Feb 06):										
		Core priorities for Germany's bilateral funding	5,691		3,568		1,748		2,258			
		Total					11,007					
		Funding included for countries that may have difficulties with Dec. 38/64 and 45/54, up to					2,549					
		Other uncertainties affecting the plan may reduce Germany's total approvals by up to					4,900					
		Funding for negotiation with bilateral agencies	533		1,784		400					
		Funding for negotiation with IAs	367		266		0					
		Total for negotiations, up to					3,350					

Annex V

2006-2008 BUSINESS PLAN FOR JAPAN

JAPAN- Business Plan 2006-08

Status: Final

Current version update: 16/02/06

Number	Country/Project	Sector	Status of Approval	Leading national agency	Cooperating IA	ODS phase out	2006 48-50ExCom	2007 51-53ExCom	2008 54-56ExCom	Remarks	Total Triennium	Total Project
1	<i>China</i> <i>(capacity building project)</i> <u>Subject to consultation with the Chinese Government</u>			Min. of ...	UNEP		to be decided	to be decided		The project cost has been considered around 4.7 million USD in total as the indicative cost level. It should be recalculated based upon the project content.	\$0	to be decided
2	<i>Regional (Asia and the Pacific)</i> <i>Demonstration projects on ODS disposal</i> This project will seek to address emerging needs of ODS disposal in A5 countries based upon Decision IV/11 of the MOP. It will explore and choose practicable options in consideration of economical, technical and legislative factors in the target area and taking into account relations with other MEAs. The indicative components include the facility construction/modification for ODS disposal (reclamation, destruction, etc.), personnel training, technical assistance, logistics enhancement based upon the existing R&R and monitoring/inspection. The project itself will serve as a demonstration project and an on-site training project for other countries or regions to learn from. The recipient country is expected to be a center for ODS disposal on a regional basis and to disseminate the gained expertise to address specific situations in other countries in following years. This project will contribute to compliance by making the existing R&R system functional and enabling countries to reduce the calculated production/consumption by destruction with approved technologies when other measures are not available.			Min. of the Environment	being coordinated with IAs		\$100,000	\$200,000	\$400,000	The project cost will be re-calculated as the project components are elaborated. Funding requests are subject to the applicable decisions in ExCom and the activity in 2006 will be designed to the extent possible taking into account the request by MLFS to focus on 2007 and 2010 compliances.	\$700,000	\$700,000

Number	Country/Project	Sector	Status of Approval	Leading national agency	Cooperating IA	ODS phase out	2006 48-50ExCom	2007 51-53ExCom	2008 54-56ExCom	Remarks	Total Triennium	Total Project
3	<i>Mongolia</i> <i>Terminal Phase-out Management Plan: final tranche</i>	REF		Min. of the Environment	UNEP	1.0		\$62,150			\$62,150	\$62,150
4	<i>Several</i> <i>UNEP Supplementary Training Programme to be Carried Out in Conjunction with JICA (Japan International Cooperation Agency)'s Training Programme</i>	SEV		Min. of Foreign Affairs	UNEP JICA		\$100,000			The project content will be decided to meet the requests and needs of A5 countries in cooperation with IAs.	\$100,000	\$100,000
5	<i>Africa</i> <i>(Chiller Demonstration Project)</i>			Min. of Economy, Trade and Industry	UNIDO		\$700,000				\$700,000	to be decided

Total							\$900,000	\$262,150	\$400,000		\$1,562,150	
balance							\$4,972,533	\$5,610,383	\$5,472,533		\$16,055,449	
Budget cap for bilateral projects (20 % of Japanese contribution to MLF)							\$5,872,533	\$5,872,533	\$5,872,533		\$17,617,599	

ANNEX VI

2006-2008 BUSINESS PLAN FOR SWEDEN

Swedish Business Plan for 2006 - 2008

COUNTRY	Type TITLE and NATURE OF PROJECT	Chemical	SECTOR and SUBSECTOR	2006 ESTIMATED PROJECT VALUE (US\$)	2007 ESTIMATED PROJECT VALUE (US\$)	2008 ESTIMATED PROJECT VALUE (US\$)	ODS phase-out (tonnes)	Approved Multiyear	I/M
Georgia LVC	TAS <u>Terminal CFC Phase-out Plan</u> Technical Assistance to implement the TPMP in co- operation with UNDP	CFC	Refrigeration, servicing	60,000	50,000		8,55 ¹	No, is to be submitted in 2006	M
Serbia & Montenegro	TAS <u>National CFC Phase-out Plan for the servicing sector.</u> Technical Assistance to implement the NCPP in co-operation with UNIDO as the lead agency.	CFC	Refrigeration, servicing	65,364			410,0 ¹	Yes	M
Regional SEAP/SA	TAS <u>Regional Enforcement Networking to prevent illegal trade</u>	ODS	Trade	-	260,000		n.a	-	I
Regional ECA	TAS <u>Regional Workshop on enforcement systems to prevent illegal trade</u>	ODS	Trade		70,000		n.a	-	I
Regional LA	TAS <u>Regional Enforcement Networking to prevent illegal trade</u>	ODS	Trade	260,000-			n.a	-	I
Subtotal				385,364	380,000				
Total *)				Replenishm*).	Replenishm*).	Replenishm*).			

¹ This is the total remaining consumption figure. UNDP will include this figure in their BP